



nt de bras, ou d'autres fois à même le dos. (PHOTOS: ANTANANARIVO, JUILLET 2025)

sommes sûrs d'avoir de l'eau», indique-t-elle. Un montant qui approche la moitié du salaire mensuel minimum, de 262 680 ariary (47,22 francs). Petit à petit, d'autres de ses voisins ont suivi. Jusqu'à ce que le propriétaire de l'immeuble coupe complètement la possibilité même d'avoir de l'eau courante, dont plus aucun locataire ne voulait: ils en avaient assez de veiller et de payer la Jirama.

La livraison, c'est aussi, non sans difficulté, ce que peut s'autoriser Sahondra, fonctionnaire au Ministère des finances aujourd'hui retraitée, qui vit avec trois membres de sa famille dans une petite maison perchée sur une colline de la capitale malgache. Chez elle, aucun robinet à l'horizon: la vieille maison familiale, au cœur d'Antananarivo, n'est pas desservie par la Jirama. En haut d'un étroit escalier en colimaçon, on débouche sur une cuisine, dans laquelle trône une grande cuve noire remplie d'eau. Trois citernes similaires sont disposées dans la salle de bains, à côté de la douche, du lavabo et des toilettes.

«Nous avons tenté d'être raccordés au réseau en 1997, mais cela a été impossible pour des raisons administratives», raconte-t-elle. La septuagénaire a finalement renoncé à cette idée. «Nous étions très fatigués de porter des bidons constamment, poursuit Sahondra. Nous faisons donc appel depuis de nombreuses années à un livreur d'eau.» Trois fois par semaine environ, Sahondra reçoit à domicile sept bidons bleus de 30 litres, dont elle fait bouillir ou filtrer l'eau pour les usages alimentaires.

Les livreurs de bidons d'eau en augmentation

Son livreur d'eau s'appelle Mami-soa. Rencontré non loin d'une borne-fontaine, il porte un chapeau

en osier rouge et jaune, et un t-shirt en nylon, duquel sortent des avant-bras musclés aux veines apparentes. «J'ai l'habitude de porter 30 litres d'eau. Je suis livreur depuis dix-neuf ans.» Bidons sur le dos, il enchaîne les allers-retours et les livraisons – plusieurs dizaines par jour, à pied – dans ce quartier tout en pentes et en escaliers. Dans d'autres zones de la ville, ses confrères utilisent une charrette, qu'ils tirent à bout de bras sur la route, entre deux voitures.

Mamisoa fait payer environ 500 ariary pour livrer un bidon de 30 litres. «Je m'en sors financièrement, en vivant seul. J'ai deux sortes de clients: ceux dont la maison n'est pas du tout raccordée à la Jirama – la majorité – et ceux qui le sont mais n'ont quand même pas assez d'eau. Ces clients-là sont de plus en plus nombreux.» Il faut dire que les coupures d'eau se sont intensifiées ces dernières années, rapportent les habitants. Les prix des porteurs varient d'ailleurs beaucoup en fonction des distances à parcourir, mais aussi en fonction de l'attente, y compris la nuit.

Avec le manque d'eau se développent des métiers comme celui de livreur, observe Arsène Raveloson, président de l'Organisation de la société civile Eau, Assainissement et Hygiène (OSCEAH) à Madagascar, qui vise à améliorer l'accès à ces services pour les populations vulnérables. «Certains travaillent de 6h à 18h. Ils ne peuvent pas se permettre d'attendre des heures aux bornes, y compris la nuit. Mais ils perdent beaucoup d'argent en se faisant livrer. Et les bornes-fontaines ont été prévues à destination des plus précaires mais cela revient souvent plus cher que l'eau à domicile», déplore-t-il.

Pour d'autres ménages, une option permet de s'affranchir des aléas de

la distribution d'eau publique: faire creuser un puits chez soi. Mais elle nécessite en général d'être propriétaire de sa maison, de se trouver sur un terrain propice et d'avoir certains moyens: entre un peu moins de 2 millions et 4 millions d'ariary (359 à 719 francs). Soit plus de sept fois un salaire mensuel minimum.

C'est le choix qu'ont fait, il y a des années, Holy et sa famille. La journaliste nous reçoit dans sa maison en briques, un peu à l'écart de la ville et protégée par un mur, où vivent six personnes. «Il y a une quinzaine d'années, nous habitons au centre et étions raccordés à la Jirama. Mais l'eau était chère et il pouvait y avoir des coupes, même si elles étaient moins fréquentes à l'époque.»

Alors, quand elle cherche un terrain pour construire une maison, la



La plupart des habitants d'Antananarivo n'ont pas l'eau courante à domicile, et lorsque leur appartement est raccordé au système public, ils font face à de très nombreuses coupures d'eau.

famille a une priorité: pouvoir y creuser un puits. Il se trouve aujourd'hui au fond d'un cabanon de pierre, dans leur jardin. Il a connu plusieurs évolutions, passant notamment de 10 à 15 mètres pour éviter de se tarir en période de sécheresse. Holy espère avoir un jour le budget pour une nouvelle pompe, afin que le tout fonctionne mieux. Un budget considérable, mais qui permet aujourd'hui de ne plus payer d'eau. Elle brandit aussi une bouteille de coca remplie d'eau «maison» absolument transparente: celle de la Jirama n'est de loin pas toujours aussi limpide et présente parfois une couleur brune... et des dépôts.

Autonome à 100%, alors? Presque. La pompe à moteur du puits dépend de l'électricité, et cette dernière est fournie par la Jirama, encore elle. Or, les délestages sont réguliers. D'où les seaux remplis dans la cuisine et la salle de bains, au cas où. «Les maisons aux alentours ont elles aussi presque toutes des puits, souligne Holy. Un voisin qui est, lui, raccordé à la Jirama connaît des coupes fréquentes. Il n'a rien eu pendant deux jours l'an dernier et est venu s'approvisionner ici.»

Hery, lampe frontale vissée sur un bonnet vert, a lui aussi fait creuser un puits dans sa cour, il y a tout juste une année. Dans son atelier, un peu à l'écart du centre-ville, se côtoient

de nombreux outils, des objets de décoration, des poules et des poussins. L'artisan est pourtant raccordé à la Jirama. «Le puits vient en com-

«Certains travaillent de 6h à 18h. Ils ne peuvent pas se permettre d'attendre des heures aux bornes, y compris la nuit»

ARSÈNE RAVELOSON, PRÉSIDENT DE L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

plément, l'eau est coupée trois fois par jour. Les voisins viennent aussi en chercher ici.» Mais surtout, cela lui permet de former des employés à la mise en place de pompes manuelles, qu'il fabrique depuis vingt-cinq ans, précisément pour des puits et des forages. «Beaucoup de gens viennent se renseigner car le besoin est là, mais ils repartent, faute de moyens», se désole-t-il.

Coupures d'électricité et canalisations vétustes

Ces dernières années, des manifestations ont éclaté face au manque d'eau et d'électricité. Sans aboutir à des changements notables. Comment expliquer ces pénuries croissantes? «Antananarivo compte aujourd'hui 3 millions d'habitants; la distribution d'eau ne répond plus aux besoins», répond Arsène Raveloson, qui rappelle par ailleurs le soutien dans le domaine de l'eau de la Banque mondiale, ainsi que d'autres collaborations internationales. «L'électricité fait fonctionner les pompes du réseau et il y a beaucoup de délestages. Les canalisations sont aussi vétustes, il faut les renouveler», déplore-t-il. La rarefaction de la circulation de l'eau aggrave encore l'état des tuyaux, et par conséquent la qualité de l'eau. «Certains y ont trouvé de petits vers rouges», décrit-il.

Les explications de la Jirama s'avèrent relativement similaires. Rija Ramarosandratana, coordina-

teur du Département production et distribution de l'eau, y ajoute les difficultés accrues de distribution que représentent les quartiers de haute altitude et en périphérie. Quant aux interrogations sur la qualité de l'eau, il détaille: «Quand la quantité n'est pas suffisante, la qualité est toujours à risque. Cette interdépendance est encore accentuée par la vétusté des installations. Par exemple, en cas de coupure ou de casse de conduites, la qualité de l'eau court un risque important. Toutefois, la Jirama effectue des contrôles et des analyses réguliers.» Le budget interpelle aussi. En effet, comme le montre l'Unicef, organisation active à Madagascar, les dépenses nationales dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ont certes augmenté de 0,8% en 2019 à 4,7% en 2023, mais restent inférieures à tous les autres secteurs (gouvernance, infrastructure, éducation, sécurité, santé, autres). A titre de comparaison, la part consacrée à la gouvernance – qui est passée de 60,8% à 33,8% sur la même période – demeure la plus importante. L'éducation représentait, elle, 14,1% en 2023.

Les explications possibles, selon l'Unicef: la gouvernance et l'éducation sont traditionnellement prioritaires dans le budget national de Madagascar. En revanche, le programme WASH nécessite des investissements à long terme. Et outre les fonds publics, une grande partie du financement de ces projets provient d'organisations et de donateurs internationaux. Interrogée, la Jirama ne souhaite pas commenter ces statistiques.

4% des ressources en eau du pays exploitées

Pour alimenter la capitale, la Jirama s'approvisionne principalement dans le lac Mandrozeza. Alors que seules 4% environ des nombreuses ressources en eau douce du pays sont exploitées, Arsène Raveloson appelle à une diversification et à une véritable planification, plutôt qu'aux solutions à court terme. Il mentionne aussi, en 2022, que le gouvernement de Madagascar et la Banque mondiale ont signé un «Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable de Madagascar».

La société civile suggère également depuis cinq ans une séparation de la production de l'eau et de l'électricité et, dans la même logique, de la production et de la distribution, pour une meilleure efficacité. «Nos interpellations et propositions restent des appels dans le désert à ce jour», déplore Arsène Raveloson.

Pour s'assurer une distribution d'eau sans faille, la seule solution semble être d'avoir de grands moyens. L'Hôtel Ilo les avait et les a mis. A environ 25 kilomètres de la ville, il était de toute façon impossible d'être desservi par la Jirama, souligne Carène, directrice commerciale.

Alors, après des études de terrain, six puits et deux forages – ces derniers permettent un débit stable et plus puissant qu'un puits – ont été creusés pour l'hôtel. L'eau de pluie est récupérée pour l'arrosage. Et depuis un peu plus de six mois, l'hôtel a décidé de se passer de la Jirama... pour l'électricité également, en ayant recours à des groupes électrogènes et des pompes solaires. Il faut dire que les arrêts et redémarrages incessants d'électricité du service public abaîment les pompes, cassées au bout d'une année. Le coût total d'un forage est rarement en dessous de 20 millions d'ariary (3599 francs) et peut atteindre 40 millions selon *Midi Madagascar*, le premier quotidien national d'information du pays.

Grâce à cette indépendance totale, l'hôtel, ouvert en 2019, ne manque plus d'eau. Il compte aujourd'hui, en plus de l'eau courante, sept piscines et bassins. Le prix d'une nuit en demi-pension? Un peu plus qu'un salaire minimum mensuel. ■

Reportage réalisé dans le cadre du programme suisse d'échange de journalistes En Quête d'Ailleurs